

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 01 JUIL. 2024
à l'encontre de la communauté d'agglomération de Gaillac-Graulhet,
pour la station d'épuration collective à Biodisques de Massiès 1
des effluents industriels, sur le territoire de la commune de Giroussens**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7 et L. 171-8 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 autorisant la communauté de communes du Pays Rabastinois à exploiter une station d'épuration collective des effluents industriels, située Parc d'activités les Massiès à Giroussens ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 22 août 2017 autorisant la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet à succéder à la communauté de communes du Rabastinois dans l'exploitation d'une station d'épuration collective des effluents industriels, située Parc d'activités les Massiès à Giroussens ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juin 2024 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 10 juin 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 13 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'un incident a été constaté le 3 juin 2024 dans la station d'épuration collective à Biodisques de Massiès 1 à Giroussens ;

Considérant que cet incident a cassé l'arbre de transmission supportant les Biodisques à la jonction avec le moto-réducteur diminuant le traitement de la station d'épuration pour plusieurs mois ;

Considérant que le traitement de la station d'épuration est encore efficace grâce aux bactéries présentes dans la cuve contenant les biodisques ;

Considérant que suite à cet incident la cuve recueillant les effluents de cette station d'épuration est régulièrement pompée (2 fois par semaine) et que les effluents sont évacués vers la station d'épuration collective de Saint-Sulpice ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - Les activités de traitement de la station d'épuration à biodisques de Giroussens réalisées par la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet en aval de la station de traitement, sont maintenues suite à l'incident susvisé constaté le 3 juin 2024 et conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 4 décembre 2001 susvisé.

La fréquence de l'autosurveillance mensuelle des rejets, prescrit par l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 susvisé est remplacée par une fréquence hebdomadaire.

La cuve de la station d'épuration, recueillant les effluents non traités en amont de la cuve de traitement, sera vidangée régulièrement (2 fois par semaine) et les effluents contenus dans celle-ci seront évacués vers une installation agréée.

Article 2 – Dans le cas où les résultats de l'autosurveillance ne sont pas conformes aux valeurs limites prescrites par l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 susvisé et que l'exploitant n'apporte aucune solution à court terme (mise en place sous une semaine), la cuve en amont de la cuve de traitement sera obstruée et aucun effluent ne pourra se déverser dans le milieu naturel. Cette cuve sera vidangée à une cadence n'entraînant pas son débordement.

Article 3 – Les dispositions ci-dessus s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 5 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 – En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Giroussens pour y être consultée et affichée dans cette mairie pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Giroussens sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet.

Fait à Castres, le 01 JUL. 2024

**Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,**



Laurent GANDRA-MORENO